

# Rwanda

## Performances macroéconomiques

La croissance atteint 6,1 % en 2017 et environ 7,2 % en 2018, soutenue par les services (4,1 %) et l'industrie (1,5 %), particulièrement la production industrielle. En 2018, les principales dépenses sont la consommation des ménages (5,8 %) et les investissements (2,9 %). Le déficit budgétaire est de -4,3 % en 2018, inférieur aux -4,8 % de 2017, grâce à la hausse des investissements (23,4 % en 2017 et 25,3 % en 2018) et la réduction des subventions, malgré une solide collecte des impôts par une meilleure conformité fiscale et la mise en place d'un système électronique. La dette publique atteint 41,1 % du PIB en 2018 contre 35,6 % en 2016, avec un faible risque de surendettement. L'inflation basse et le taux de change relativement stable rendent la politique monétaire favorable.

L'inflation à 0,9 % en 2018, est bien inférieure aux 8,2 % de 2017, grâce à la baisse des coûts des aliments et des boissons non alcoolisées. Le taux de change reste relativement stable en 2018 grâce à la poursuite de l'amélioration du secteur extérieur avec une augmentation de 15,8 % des exportations et de 1,4 % des importations. La monnaie est dépréciée de 1,4 % par rapport au dollar américain en 2017, un taux bien inférieur aux 9,4 % de 2016.

Le déficit de la balance courante se creuse à -8,4 % en 2018 contre 6,8 % en 2017, notamment du fait de la détérioration des termes de l'échange, de 7,7 % en 2017 à -3,6 % en 2018. Entre janvier et mai 2018, les exportations et les importations augmentent, respectivement de 29 % et de 14,9 %, par rapport à la même période en 2017.

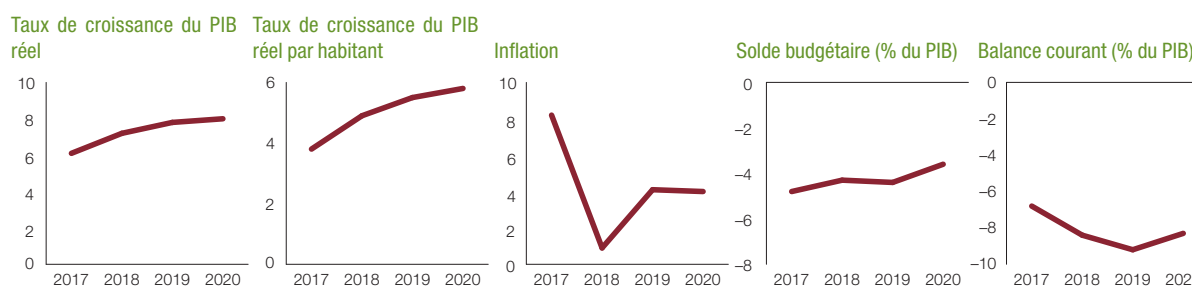
## Perspectives : facteurs positifs et négatifs

La croissance s'accroîtra de 7,8 % en 2019 et 8,0 % en 2020, grâce aux exportations (politique « Made in Rwanda »), à la poursuite des investissements publics (l'aéroport de Bugesera), et à la solide politique de

réformes pour le développement à long terme. L'inflation se situera à environ 4,0 % en 2019 et en 2020, reflétant la prudente politique budgétaire d'emprunt et la consolidation des finances publiques pour la soutenabilité de la dette. Le solde budgétaire atteindra -4,4 % du PIB en 2019 puis diminuera à -3,6 % en 2020, grâce à la prudente politique d'emprunt et à la mobilisation accrue des ressources nationales. L'économie rwandaise a bénéficié des immenses progrès accomplis sur le plan de la bonne gouvernance dont les principes sont désormais ancrés et permettant une transformation structurelle facilitée par une croissance généralisée. La forte croissance du Rwanda s'est traduite par une réduction de la pauvreté et une amélioration de l'égalité. Le taux de pauvreté passant de 56,7 % en 2005/2006 à 39,1 % en 2013/2014, et le taux de l'inégalité de revenus de 0,52 à 0,45, selon l'indice Gini.

Les sécheresses de 2016 et 2017 et la forte dépendance du Rwanda à l'agriculture pluviale menacent les perspectives économiques. Les maladies et nuisibles peuvent ruiner la production agricole. La suspension partielle des avantages du Rwanda procurés par la Loi sur le développement et les opportunités africaines, suite à l'interdiction d'importation des vêtements et chaussures d'occasion, pourrait peser sur les exportations et, par conséquent, sur les perspectives de croissance. Enfin, une augmentation du prix du pétrole ferait grimper la facture des importations.

L'insécurité et l'instabilité dans la région des Grands Lacs, particulièrement les troubles civils agitant le Burundi et l'est de la RDC, même s'ils se sont atténués en RDC, risquent également de fragiliser le Rwanda, particulièrement sur le plan commercial. La RDC et plus généralement la région des Grands Lacs étant les principaux partenaires commerciaux du pays. Le Rwanda affiche également un faible taux de productivité et d'épargne - 13 % du PIB - bien en deçà des 26 % des autres pays de la région.



Source : Statistiques de la Banque africaine de développement ; les chiffres pour 2018 sont des estimations, et les chiffres pour 2019 et 2020 sont des projections.